

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3699)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AE270

présenté par

M. Lecoq, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Chassaigne, M. Dharréville, M. Dufrègne,
Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, Mme Lebon, M. Nilor, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE PREMIER**CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Après le mot :

« les »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 97 :

« relations commerciales équitables visant à assurer un développement humain, et la protection de la planète et de ses ressources. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette partie du « Contrat de partenariat global » pose problème de par les objectifs qu'elle sous-tend. En effet, le commerce mondial n'a jamais été une aubaine pour les pays en développement. Forcés à ouvrir leurs marchés intérieurs pour favoriser la production des pays du Nord, puis forcés à s'orienter vers une économie mono-exportatrice de matières premières, ce qui a conduit à l'effondrement de bon nombre d'économie en fonction de la variation des cours des matières premières dans les années 1980 et 1990, il n'est pas souhaitable de mettre en place l'idée que ces pays doivent renforcer leurs capacités commerciales. Pour un développement humain, pour améliorer le bien-être, créer des emplois et des revenus équitables, il faut plutôt que les pays puissent avoir des économies qui se protègent du commerce mondial afin de développer leurs propres industries, leurs propres agricultures, etc. C'est de cette manière que l'Europe, les États-Unis, la Chine, le Japon ou encore la Corée du Sud se sont développés, et il est nécessaire de protéger les économies nationales avant de les jeter en pâture sur le marché international. D'autre part, il faut avoir en tête l'importance que revêt la notion de développement humain. Les valeurs véhiculées par le contrat de partenariat global, telles que les députés communistes les voient, devraient donc s'orienter vers une économie post-croissance où l'importance n'est pas la croissance

du PIB, mais du développement humain, voire du « bonheur national brut » tel que cela a été popularisé au Bhoutan depuis 1972.